

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBRET

Zone Industrielle
BP 12
44540 Vallons-de-l'Erdre

Références : 2024-0650
Code AIOT : 0054401754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement AUBRET implanté Zone Industrielle BP 12 44540 Vallons-de-l'Erdre. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles et suite à la mise en place des Meilleures Techniques disponibles liées au BREF FDM (industries alimentaires).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBRET
- Zone Industrielle BP 12 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0054401754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Aubret est une industrie agro-alimentaire spécialisée dans la transformation de viandes, principalement en salaisons.

Thèmes de l'inspection :

L'inspection documentaire a porté sur l'ensemble de la gestion du site (eau, rejets dans l'air, sécurité, installations frigorifiques, déchets...).

L'inspection du site a porté sur les installations frigorifiques (ammoniac et fluides relevant de la rubrique 1185), sur le prétraitement des eaux usées, sur les stockages extérieurs de déchets et sur une partie des rétentions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Valeurs limites d'émission (VLE) des macro-polluants	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois
9	Valeurs limites d'émission (VLE) des micro-polluants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34	Demande d'action corrective	1 mois
10	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
19	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
20	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
25	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
30	Installation de réfrigération 1185	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
33	Installation de réfrigération 1185	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
35	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	
40	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1	Demande d'action corrective	3 mois
42	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 22.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques de la nomenclature des installations classées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 1.1.2	Sans objet
3	Air : conception des installations	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 3.1.1	
4	Rejets dans l'air : Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 3.2.4	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.1.1	Sans objet
6	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.2.2	Sans objet
7	Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.2.3	Sans objet
11	Installations internes d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 5.1.3	Sans objet
12	Déchets traités à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 5.1.4	Sans objet
14	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.1.2	Sans objet
15	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.2	Sans objet
16	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.4	Sans objet
17	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.5.3	Sans objet
18	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.3.2 et 7.5.3	Sans objet
21	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.6	Sans objet
22	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.1	Sans objet
23	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.2	Sans objet
24	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.2.	Sans objet
26	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.10	Sans objet
27	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.9	Sans objet
28	Installation de réfrigération 1185	Décret du 22/10/2018	Sans objet
29	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
31	Installation de réfrigération 1185	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
32	Installation de réfrigération 1185	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	Sans objet
34	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet
36	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
37	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2	Sans objet
38	Application des meilleures	Arrêté Ministériel du 27/02/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	techniques disponibles (BREF FDM)	article 5	
39	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6	Sans objet
41	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14	Sans objet
43	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
44	Sécheresse	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 1	Sans objet
45	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments observés, le site AUBRET est globalement exploité dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE du site du 13/12/2010.

Des non-conformités ont cependant été observées en particulier sur la sécurité incendie (stockages), la gestion des déchets (présence de plastique sur les abords) et les résultats d'analyses des eaux usées.

Compte-tenu des modifications du site depuis 2010 et des prescriptions nouvelles (RSDE, sécheresse, NEA-MTD), une révision de l'arrêté d'autorisation du site est envisagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Activités ICPE relevant du fonctionnement autorisé de l'établissement – Volumes d'activité
Constats : La production du site est répartie sur 4 sites : viandes (fourniture des autres ateliers principalement), salaison 1 (barres de jambon et découpe de jambon), salaison 2 (saucisses, saucissons...) , salaison 3 (lardons, cet atelier représentant plus de la moitié de l'activité. 361 jours travaillés en 2023 Quantités transmises en valeurs hebdomadaires : l'activité est stable au cours de l'année car elle s'équilibre entre les ateliers (pics d'activité à des moments différents) – la quantité moyenne de produits entrants d'origine animale est de 90 t/j (quantité maximale autorisée de 200t/j) Le site utilise un logiciel qui permet un suivi journalier de la production par type de produits finis (présenté).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats :

<p>Les abords du site et les locaux observés étaient globalement bien tenus. Cependant, une présence de plastique bleu, issu du broyage de houses de protection de la viande, à l'arrière de l'atelier Salaisons 3 a été observée au niveau du sol, d'un regard d'eaux pluviales et des zones végétalisées. L'exploitant indique avoir conscience de ce problème et avoir engagé avec son prestataire un projet de modification de la gestion de ces houses (stockage dans un container en extérieur sans broyage envisagé).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre une description des modifications projetées pour la gestion des déchets et un calendrier de mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Air : conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Un suivi journalier des chaudières est réalisé avec des relevés de pression et de température des fumées (carnets vus dans les deux chaufferies). Des consignes pour le fonctionnement des installations ont été observées dans les deux locaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets dans l'air : Valeurs limites d'émission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée : Suivi du fonctionnement des équipements de combustion – Respect des valeurs limites d'émission (oxydes de soufre, oxydes d'azote et poussières)</p>
<p>Constats : L'exploitant fait réaliser des contrôles des rejets atmosphériques de ses chaudières : Rapports transmis : - n°18003230-3 du 10/04/2018 : contrôles des 2 chaudières - valeurs mesurées conformes aux VLE définies dans l'AP du site - rapport n°20016221-1 du 28/05/2021 : contrôles des 2 chaudières - valeurs mesurées conformes La fréquence d'une analyse tous les 3 ans est respectée. Une nouvelle analyse est prévue en 2024 (devis signé du 01/02/2024 transmis) Il est à noter que l'exploitant s'engage désormais à respecter les valeurs limites d'émission définies dans les MTD, notamment pour les Nox.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>

Prescription contrôlée : Origine de l'approvisionnement et prélèvements maximaux (Prélèvement maximal annuel 178 507 m3 - prélèvements journaliers maximal 1400 m, moyen 862 m3)
Constats : L'établissement est approvisionné en eau exclusivement par le réseau public.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dispositif de protection du réseau public
Constats : L'arrivée d'eau est protégée par une dalle amovible. L'exploitant indique que l'arrivée d'eau est équipée d'un disconnecteur (non vérifié).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant fait réaliser régulièrement des travaux de curage de ses canalisations (eaux usées et pluviales) et de vidange de ses bacs dégraisseurs et séparateurs à hydrocarbures avec un passage du prestataire une fois par semaine selon un programme d'interventions. Documents transmis : - planning des interventions pour l'année 2022 - factures : curage canalisations EU salaisons 1, 2 et 3 31/01/2023, pompage de feuilles sur toiture et débouchage canalisation EU 28/02/2023, débouchage de plusieurs canalisations EU 31/03/2023, curage canalisations EU salaisons 1, 2 et 3 28/04/2023, nettoyage abri-bus + débouchage canalisations 31/05/2023, curage canalisations EU salaisons 1, 2 et 3 30/06/2023, curage canalisations EU salaisons 1 31/07/2023, pompage des pistes de lavage avec séparateur 31/08/2023, (NB : les dates notées sont celles des factures), curage canalisations EU salaisons 1, 2 et 3 + pompage bac à graisses + curage réseau EU STEP 02/11/2023, débouchage de plusieurs canalisations EU 30/11/2023, pompage des pistes de lavage avec séparateur + débouchage de plusieurs canalisations EU 29/12/2023, curage canalisations EU salaisons 1, 2 et 3 31/01/2024 L'installation de prétraitement sur site est gérée par un prestataire (bien tenue).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission (VLE) des macro polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limite d'émission
Constats :

<p>Pour l'année 2023, tous les résultats d'autosurveillance ont été transmis au moyen de l'application GIDAF.</p> <p>Les fréquences d'analyses ont été respectées pour chacun des paramètres.</p> <p>Des dépassements sont observés : constants pour le pH, récurrents pour la concentration de plusieurs paramètres et ponctuels pour le flux de certains paramètres.</p> <p>Il est à noter que les traitements suivants de ces eaux, réalisés avant le rejet au milieu naturel, permettent le respect des valeurs limites de rejet au milieu naturel (NEA-MTD). Par ailleurs, ces dépassements n'ont pas d'impact sur le fonctionnement de la CMGE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu du fait que les rejets du site respectent les VLE au niveau du rejet au milieu naturel, l'exploitant est légitime à demander une révision de ses VLE pour le rejet de ses eaux prétraitées dans l'installation de la CMGE.</p> <p>A défaut de cette demande de révision, des mesures correctives devront être mises en œuvre pour le respect des VLE de l'AP du 13/12/2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émission (VLE) des micro polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respect des valeurs limite d'émission</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rapport de « recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) » a été établi en 2021 (transmis).</p> <p>Le positionnement de l'exploitant était le suivant : 3 analyses des chloroalcanes avant de définir une surveillance pérenne, surveillance trimestrielle du zinc, surveillance annuelle de 13 substances, surveillance d'une substance une fois tous les 5 ans.</p> <p>Les surveillances des paramètres n'ont pas été réalisées en 2022 et 2023.</p> <p>Le cadre GIDAF du site a été modifié suite à l'inspection pour intégrer ces paramètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les prochaines analyses d'eaux usées devront intégrer une recherche des micro-polluants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respect des valeurs limite d'émission et des fréquences d'analyses</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne réalise pas d'analyses d'eaux pluviales (pas d'obligation réglementaire à ce sujet).</p> <p>Quelques interventions du prestataire ont été réalisées sur le réseau des eaux pluviales (voir point 7).</p> <p>Les rapports d'interventions de vidange des séparateurs à hydrocarbures et BSD associés sont demandés à l'exploitant.</p> <p>Le bassin de gestion des eaux pluviales situé à proximité de l'installation de prétraitement est envahi de végétation.</p> <p>Un regard situé à proximité de l'installation de prétraitement est en mauvais état.</p>

Un plan actualisé des réseaux de collecte des eaux pluviales n'a pu être présenté le jour de l'inspection afin de clarifier les exutoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le bassin d'orage devra être débarrassé de la végétation qui l'envahit et être entretenu régulièrement. Un plan des réseaux d'eaux du site sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Installations internes d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Adaptation et marquages spécifiques
Constats : Les stockages de déchets (palettes bois et plastique en extérieur) observés étaient bien tenus. Des cendres chaudes issues du fumoir sont stockées dans une benne métallique à distance de matériaux inflammables devant l'installation de prétraitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection souhaite attirer l'attention de l'exploitant sur les stockages temporaires ne respectant pas les règles de sécurité qui doivent rester très ponctuels et en faible quantité : des palettes en bois ont été observées contre une façade à l'arrière de la Salaison 3 (palettes enlevées avant la fin de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets traités à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Respect des filières de reprise des déchets
Constats : Un suivi des déchets traités à l'extérieur de l'établissement est réalisé par l'exploitant (avec notamment la nature du déchet, sa quantité, le numéro du bordereau associé pour les déchets dangereux) Les tableaux suivants ont été transmis pour l'année 2023 : - registre des déchets dangereux, - suivi des quantités collectées par le prestataire pour les déchets/sous-produits animaux (viandes de porc, os, pannes, gras avec couennes, sous-produits C2, rejets de dégrillage) (également transmis pour janvier 2024) - suivi des quantités collectées par le prestataire pour les déchets non dangereux (DIB, bois, métaux, emballages en mélange, verres, déchets verts...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les

risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.
Constats : L'exploitant a réalisé un inventaire de ses produits d'entretien (tableau avec les quantités stockées et tableau avec les caractéristiques transmis). Concernant les autres produits dangereux, l'exploitant les connaît mais ne les a pas répertoriés sur un seul document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra établir une liste de tous les produits dangereux présents sur son site indiquant leur nature, leur quantité et leur localisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.
Constats : Les zones ATEX et autres zones à risques n'ont pas été contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.
Constats : Le site est clôturé et un badge est nécessaire pour accéder aux bâtiments. Les locaux techniques sont fermés à clé et à accès restreint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Rapports de vérifications périodiques transmis : - vérification des installations électriques du 19/04 au 06/06/2023 : - salaisons 3 : rapport 1860147-003-1 transmis : 288 observations - salaisons 2 + Braud : rapport 1860143-003-1 transmis : 220 observations - salaisons 1 + viande : rapport 1860190-003-1 transmis : 523 observations

<ul style="list-style-type: none"> - laboratoire : rapport 1860193-003-1 transmis : 23 observations - bureaux: rapport 1860146-003-1 transmis : 29 observations - stockage expéditions : rapport 1860144-003-1 transmis : 56 observations <p>pour les 3 ateliers : Q18 du 06/06/2023 (précédent le 28/06/2022)</p> <ul style="list-style-type: none"> - thermographie (Q19) rapport 23047956.01 du 15/11/2023 : 4 anomalies constatées <p>Réparation des non-conformités : le responsable maintenance de chaque site suit les NC et dispatche les travaux à faire à son équipe (annotations sur le rapport de vérification dans un classeur - actions faites surlignées avec n° d'intervention)</p> <p>Afin d'optimiser ce suivi, l'exploitant travaille sur l'utilisation d'un logiciel avec un prestataire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Fonctionnement des équipements de sprinklage
Constats : Le site est équipé d'un système de sprinklage. Les locaux techniques et équipements en lien avec cette installation n'ont pas été contrôlés lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.3.2 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. - Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.
Constats : Documents transmis : - rapports de vérification périodique de l'installation de sprinklage (rapport du 21/11/2023) - cahier annoté manuellement avec les suivis des systèmes d'alarmes et des moyens de sécurité incendie ; des suivis et interventions ont été réalisés en 2023. Il est à noter, qu'hormis pour le système de sprinklage, le prestataire ne fournit à l'exploitant aucun rapport de vérification (risque pour l'exploitant de ne pas pouvoir s'assurer que tous ses équipements ont bien été vérifiés). Un exercice d'évacuation a été réalisé sur l'atelier « viande-salaison1 » le 02/11/2022 (rapport transmis avec actions à mettre en place). En ce qui concerne les réserves d'eau en cas d'incendie, l'exploitant est en relation avec le SDIS pour l'installation d'une nouvelle réserve incendie. La présence de poteaux incendie n'a pas été vérifiée. Aux dires de l'exploitant, des poteaux incendie sont présents sur la voie publique (vérifiés par la commune) et il y en a un sur le site d'Aubret contrôlé par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les rapports des échanges avec le SDIS seront transmis à l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification de son site, dans le cas présent des réserves incendie, doivent faire l'objet d'un porter-à-connaissance préalable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Les locaux techniques et stockages étaient correctement tenus et rangés de manière à faciliter la circulation. Cependant, quelques éléments pourraient favoriser la propagation d'un incendie ou limiter l'accès aux secours : <ul style="list-style-type: none">- stockage temporaire de palettes en bois à l'arrière de la Salaison 3 (voir point 11),- palettes de bois et stockage de bidons pleins et vides dans la chaufferie de la Salaison 1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un justificatif de l'enlèvement des encombrants inutiles sera transmis (déjà fait pour les palettes à l'arrière de la Salaison 3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Stockage produit liquide « dangereux »
Constats : Les produits dangereux observés étaient stockés sur rétention à l'exception de : <ul style="list-style-type: none">- un bidon de produit de maintenance sur palettes en bois dans la chaufferie de la Salaison 3- un container de produit d'entretien en extérieur à l'arrière de l'atelier Viandes (reçu très récemment selon l'exploitant) Toutes les rétentions en extérieur observées étaient vides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un justificatif de la mise sur rétention des produits concernés sera transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux dans lesquels est employé ou stocké l'ammoniac sont convenablement ventilés, en phase normale d'exploitation.
Constats : La ventilation de la salle des machines n'a pas été observée. (Une ventilation avec extraction mécanique a été observée au plafond de la salle des installations frigorifiques de la Salaison 1).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 22 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Des formations ont été réalisées entre 2021 et 2023 pour 17 personnes de la société Aubret (attestations transmises : formation F2-07 / SECU 2 – Sécurité ammoniac (NH3), risques surveillance et procédures d'intervention sur les installations frigorifiques et équipements sous-pression (ESP)) Une personne est désignée comme responsable de l'installation (formation réalisée en 2021). NB : L'équipe d'Aubret est formée au NH3 mais c'est la société prestataire qui intervient sur le site en première intention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères au site n'ont pas d'accès libre aux installations. De plus, en l'absence du personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées.
Constats : La salle des machines est fermée à clé et avec un accès restreint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Protection individuelle
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : La formation suivie (cf.point 22) comprenait l'utilisation des équipements de protection individuelle. Un masque est disponible en extérieur à proximité de l'entrée de la salle des machines avec des cartouches valides (expiration en 2027). Une douche avec lave-œil est installée à proximité (non testée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au point 4.1 présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces parties de l'installation sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.
Constats : Des détecteurs de NH3 ont été observés dans la salle des machines. Compte-rendu du 28/09/2023 transmis comprenant notamment les détecteurs d'ammoniac et alarmes (centrale Oldham – fonctionnement OK). Une manche à air est installée en toiture de la Salaisons 3 (visible sur l'arrière du bâtiment) mais elle est en très mauvais état (l'exploitant indique en avoir commandé une nouvelle).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un justificatif de l'installation d'une nouvelle manche à air sera transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 26 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en service de l'installation de réfrigération
Prescription contrôlée : Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant réalise les contrôles suivants : - vérification de la compatibilité des matériaux constitutifs des équipements de production et de distribution du froid, notamment de l'absence de cuivre ou de tout alliage en contenant ; - vérification de l'étanchéité du circuit frigorifique.
Constats : Une vérification initiale de l'installation a été réalisée du 16 juin au 1er août 2022 (rapport 14904158/S21.14.1.R du 01/08/2022 transmis) dont la conclusion est « La vérification initiale à l'issue de la mise en service est satisfaisante »)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : Le sol de la salle des machines est étanche. Les équipements susceptibles de fuir sont sur rétention (murets ou rigoles) reliée au réseau des eaux usées. L'ouverture de la vanne vers ce réseau est asservi à une sonde de pH (observée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative

Prescription contrôlée : Situation administrative du site au regard de la rubrique ICPE 1185
Constats : Le site a déclaré employer 8005 kg de fluides frigorigènes relevant de la rubrique 1185 (prise d'acte du 03/06/2021). Le tableau de recensement des fluides pour l'année 2023 indique une quantité de 8017 kg pour cette rubrique dont 1902 kg de fluides (R404A) avec un GWP >2500.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : État des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant a un inventaire à jour des fluides frigorigènes présents sur le site avec leur nature, leur quantité et leur GWP (transmis) : 8017 kg de fluides frigorigènes relevant de la rubrique 1185 (+994 kg d'ammoniac)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention sur les fluides frigorigènes - Attestations des opérateurs
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. [...]
Constats : Un contrat a été établi avec un prestataire (transmis 2022-2023 -renouvelable). Les attestations transmises pour deux des opérateurs employés par le prestataire intervenant sur les installations mais elles ne concernent que l'ammoniac et il manque celles des deux autres personnes étant intervenue sur les installations en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les attestations des opérateurs à manipuler des fluides relevant de la rubrique 1185 seront transmises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 31 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites - Confinement – Carnet d'entretien des équipements
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : 85 fiches d'intervention ont été transmises au titre de l'année 2023Tableaux de consommations de fluides frigorigènes transmis pour 2022 et 2023 En 2023, recharges (et/ou charges) sur 9 équipements par 1 143 kg de fluides (natures et GWP différents) dont 144 kg de R404A (GWP 3922) et 795 kg de R407F (GWP 1825)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de certains fluides frigorigènes (HCFC)
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (annexe I du règlement n°1005/2009relative aux substances réglementées). Articles 11.3 et 11.4 relatifs aux hydrochlorofluorocarbures
Constats : Le R22 a été supprimé sur une dernière installation (2x10kg sur le circuit C19) en décembre 2022 et remplacé par du R449A (bordereau d'intervention et fiches de suivi transmis).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites – Confinement
Prescription contrôlée : Article 3 2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés. 3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.
Constats : Plusieurs équipements ont été rechargés en 2023, notamment avec 144 kg de R404A (GWP 3922) et 795 kg de R407F (GWP 1825)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Des explications sur les recharges réalisées sont demandées à l'exploitant sur ces recharges.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 34 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Le respect de la fréquence périodique de chaque installation n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 35 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : À l'exception de deux équipements dans la salle des installations frigorifiques de la Salaison 1, aucune marque n'a été observée sur les équipements. Cependant, les contrôles sont bien réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera un point sur ce sujet avec son prestataire et en informera l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 36 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de rejets
Prescription contrôlée : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4 I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part

éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : La déclaration pour l'année 2023 n'est pas renseignée dans GEREP (date limite au 31 mars 2024). Au titre de l'année 2022, l'exploitant a déclaré 2129,3 kg de fluides émis dans l'atmosphère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 37 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : Le site emploie 8017 kg relevant de la rubrique 1185 dont 1902 kg de fluides (R404A) avec un GWP >2500 restants. Un gros travail de remplacement de ses fluides frigorigènes à fort GWP a été engagé par l'exploitant depuis plusieurs années (avec notamment la mise en service d'une installation à l'ammoniac sur la Salaisons 3). Pour 2024, l'exploitant prévoit de remplacer le R404A par du R449A (GWP de 1397) sur les centrales 16 et 17(200 kg de R449A au total). Concernant les centrales 26 et 27 (total 1700 kg R404A) une refonte du système de froid est nécessaire. L'exploitant recherche une solution viable à moyen et long terme .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 38 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes [...]
Constats : Documents transmis : - document succinct intitulé « Système de management de l'environnement » daté du 16/02/2024 avec une liste d'indicateurs à suivre - politique environnementale : schéma intitulé « politique développement durable » daté de 2018 – 3 points très généraux et succincts sur l'environnement + 2 documents « politique environnement » et « politique de bien-être au travail » datés du 12/11/2018 - rapport d'audit d'audit du SME au regard des exigences de la norme ISO 14001 v2015 des 7 et 8 janvier 2020 ; le site avait pour objectif d'être certifié mais cela n'est plus d'actualité - liste des suivis métrologiques définissant les fréquences de contrôle et les responsables du suivi des matériels à contrôler. Il manque la désignation de correspondants Environnement par atelier et par équipe mais l'exploitant souhaite proposer une solution alternative (suivi plus global).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 39 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire
Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants [...]
Constats : Documents transmis : - diagnostic eau 28/12/2023 : 4 sites définis avec des consommations indiquées pour différents ateliers et équipements - document de suivi des consommations en énergies et en eau - moyennes annuelle de 2020 à 2023, les consommations sont rapportées à la tonne de matières premières ; un point est réalisation sur les consommations/énergies lors de CODIR financiers mensuels ; un dispositif de récupération de chaleur a été observé sur l'installation frigorifique de la Salaison 3 - présentations « développement durable 19/12/2023 » et « COPIL développement durable #5# 20/12/2023 » : management des ressources (actions proposées pour la réduction des consommations d'eau, énergies, étude pour l'installation de panneaux photovoltaïques, gestion des déchets, démarche RSE, système de management, point sur les fluides frigorigènes)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 40 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier - un protocole de surveillance des émissions sonores - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
Constats : Une mesure de bruits a été réalisée les 20 et 21 août 2019 (rapport n°19263960-1 du 28/08/2019 transmis) : - en période de jour, les valeurs d'émergences réglementaires (ZER) sont dépassées aux points n°2 et 3, - en période de nuit, les valeurs limites (en limite de propriété) et les valeurs d'émergences (ZER) sont dépassés aux points n°2 et 3 ; une tonalité marquée a été détectée au point n°3 sur la période nocturne. Depuis cette date, une modification des installations frigorifiques (avec suppression d'équipements potentiellement bruyants) a été réalisée. Un devis signé pour la réalisation de nouvelles mesures en 2024 a été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera une analyse des bruits émis par ses installations et proposera, le cas échéant, des mesures correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 41 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- un protocole précisant les actions et le calendrier- un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple)- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
Constats : Le site Aubret n'est pas générateur d'odeurs majeures (pas d'odeurs senties lors de l'inspection). Un travail sur les odeurs générées par les eaux usées du site traitées par la CMGE a été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 42 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques – enceinte de fumage
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limite d'émission et des fréquences d'analyses (COVt, Nox, CO)
Constats : La mesure des COV sur le fumoir n'a pas été réalisée et n'est pas prévue dans le devis signé avec le prestataire pour les analyses atmosphériques 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser une mesure sur les rejets de l'enceinte de fumage telle que prévue par la MTD 22.1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 43 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine

<p>agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le groupe EUREDEN a réalisé un bilan de situation des eaux de surface et des restrictions pour l'ensemble de ses sites (présentation du 4 juillet 2023 transmise).</p> <p>L'exploitant a transmis son positionnement par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 en renseignant le formulaire émis par la DREAL des Pays de la Loire pendant l'été 2023 (positionnement transmis le 31 juillet 2023) : l'exploitant considère être concerné par l'exemption prévue à l'article 3 de l'AM du 30/06/2023 : transformation agroalimentaire en flux poussé</p> <p>Le site a transmis des reportages hebdomadaires sur le site « démarches-simplifiées » (attestations de dépôt les 13, 24 et 27 octobre transmises).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 44 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions sécheresse AP site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription sécheresse de l'AP du site – Toute prescription applicable, notamment par l'atteinte des différents seuils entraînant des mesures de restrictions, relative à la gestion d'un épisode de sécheresse</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser un diagnostic des consommations et de l'utilisation rationnelle de l'eau et une étude technico-économique des actions de réductions possibles en situation de sécheresse (rapport de mars 2021 transmis).</p> <p>En interne, l'exploitant a rédigé une charte « mes 10 engagements pour économiser l'eau » et a organisé une communication auprès de ses employés (charte et support de présentation transmis).</p> <p>Tableau « Sous projet 2245 Développement Durable - Eau » avec des actions à réaliser pour diminuer la consommation en eau – suivi régulier lors de réunions à partir d'octobre 2023</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 45 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce</p>

dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Constats :

Le site a connaissance de l'arrêté cadre sécheresse départemental du 08 juin 2023 et des arrêtés de restriction successifs pour l'année 2023 (arrêtés et tableau de synthèse transmis).

L'exploitant a mis en place un relevé journalier des compteurs eau entre le 25/07/2023 et le 07/11/2023 (tableau transmis – relevé manuel tous les jours sauf le week-end) : 3 dépassements de la quantité maximale journalière de 1400 m³/j (consommation moyenne de 708 m³/j sur cette période)

Type de suites proposées : Sans suite